

Théberge, James D. (éd.), *Soviet Seapower in the Caribbean : Political and Strategic Implications*, Praeger Publishers, New York, 1972, xv + 188 p.

Cary Hector

Volume 6, Number 4, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700628ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700628ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hector, C. (1975). Review of [Théberge, James D. (éd.), *Soviet Seapower in the Caribbean : Political and Strategic Implications*, Praeger Publishers, New York, 1972, xv + 188 p.] *Études internationales*, 6(4), 586–588.
<https://doi.org/10.7202/700628ar>

membres extérieurs à la région dans plusieurs de ces institutions (États-Unis, Canada dans la Banque asiatique de développement, Canada, Royaume-Uni dans la Banque caraïbe de développement) constitue une difficulté pour la définition de politiques régionales authentiques. Il en va de même sous une forme sensiblement différente pour la Banque interaméricaine de développement.

Sur tout ceci, l'ouvrage est muet ou l'auteur se contente d'allusions très brèves. Il aurait fallu ne pas s'arrêter aux textes constitutionnels, mais étudier la pratique des institutions ; alors, les faits intéressants seraient sans doute apparus. C'est une conception dépassée de l'analyse juridique que celle qui traite des institutions sans observer leur fonctionnement. D'ailleurs même en temps qu'analyse juridique stricte, l'ouvrage est insatisfaisant car les exemples ne sont pas exposés et l'on doit se contenter de références en notes le plus souvent en lieu d'exemples.

Sur le problème de la place de la politique dans le fonctionnement des banques (pp. 162-168), l'analyse est tout à fait insuffisante. L'auteur infère de la difficulté de fournir des preuves de pression directe sur les gouvernements la non-ingérence de ces institutions dans les affaires des pays. Le caractère secret d'un grand nombre de documents ne facilite pas l'établissement de la preuve certes. Mais les preuves indirectes sont abondantes et dans quelques cas, l'intervention directe a même pu être établie. D'autre part, l'auteur s'accroche à la fiction de l'indépendance formelle de certains pays pour montrer que les souhaits de la Banque Mondiale coïncident avec les politiques économiques de ces pays. Sur des questions comme celle-là, il aurait fallu faire appel à d'autres sources : articles de journaux, entrevues avec des gouverneurs de banques, textes de discours... Nous pensons que l'analyse des personnels des banques, de leur mode de recrutement et de leurs modes d'administration auraient pu apporter quel-

ques éléments. Ces derniers points ne sont même pas abordés. Nous notons enfin qu'il n'y a pas de chapitre de conclusion rassemblant les résultats du travail.

Au prix de \$17.50 cet ouvrage dactylographié et reproduit en *offset* sera surtout acheté par les offices juridiques des banques en question et quelques bibliothèques très spécialisées. Le lecteur intéressé par le problème des relations économiques internationales, de l'aide et des banques de développement s'abstiendra et fera bien, car il ne pourrait risquer que de la déception.

Christian-Antoine GIRAULT

*Département de géographie,
Université McGill*

THEBERGE, James D. (éd.), *Soviet Seapower in the Caribbean : Political and Strategic Implications*, Praeger Publishers, New York, 1972, xv + 188p.

Des six collaborateurs américains à cet ouvrage, quatre ont été ou sont, en 1972, fonctionnaires du gouvernement américain (Department of State, Department of Commerce, U.S. Navy, etc.), deux sont associés à des organismes comme la Corporation ou la Hoover Institution ; quant aux quatre autres, dont trois non-Américains, ils sont des soviétologues établis ou sont au moins des experts en « relations Est-Ouest ».

Réunis autour d'un projet de recherche patronné par le Center for Strategic and International Studies (Georgetown University), ils ont chacun, à en croire l'éditeur, présenté leur propre évaluation du sujet à l'étude et tiré des conclusions appropriées. Pourtant, une double préoccupation leur était commune : « une inquiétude sérieuse quant au déploiement sans précédent des forces navales soviétiques dans une région d'intérêt vital et traditionnel pour les États-Unis et un sentiment d'urgence lié à la nécessité pour les États-Unis de formuler

une parade constructive et efficace à l'empiètement soviétique ». (Introd., p. xv).

Voilà qui, en plus des qualifications des auteurs, nous met la puce à l'oreille et autorise d'emblée l'interrogation : une publication parmi d'autres relevant de la guerre froide ou un effort de réflexion politico-stratégique produit bona fide ? À une ou deux exceptions près, les auteurs traitant directement du sujet restent fidèles à la double « préoccupation commune » signalée plus haut, quitte à formuler ici ou là des nuances de style ou de forme, rarement de contenu.

L'organisation de l'ouvrage reste à la fois littéralement monotone et éclectique : des dix chapitres « autonomes » qui le composent, seuls six ont un rapport immédiat avec le sujet-titre, les quatre autres ont trait à la dépendance militaire de Cuba, au commerce maritime, à l'océanographie et aux activités de pêche soviéto-cubaines dans les Caraïbes. Nous passerons volontiers à pieds joints sur ces derniers chapitres.

Comme s'il voulait donner le ton général à l'ouvrage, l'éditeur, James Theberge, consacre le premier chapitre à « la politique soviétique dans les Caraïbes ». Ainsi nous apprenons que « l'objectif soviétique ultime est d'établir des régimes communistes pro-soviétiques fiables dans les Caraïbes et en Amérique du Sud... » (p. 5). Toutefois, en dépit d'opportunités offertes par un certain virage à gauche dans la région, il n'est pas certain que l'Union soviétique soit capable d'en tirer un avantage décisif car, le « nationalisme intense » (de la région), à moins qu'il se transforme en « haine stratégique » des États-Unis, ne risque pas de favoriser plus l'hégémonie soviétique qu'américaine (p. 7). Finalement, « ce qui constituerait le plus grand danger pour la paix et la sécurité de l'hémisphère, ce n'est pas l'idéologie ou le système social établi à Cuba, au Chili (l'auteur écrit en 1972), au Pérou ou ailleurs, ni même l'État policier ou communiste le plus anti-américain », mais le fait

« qu'un tel régime rechercherait la protection soviétique et que l'Union soviétique serait ainsi tentée d'étendre sa puissance militaire dans la région » (p. 12). La « protection soviétique » serait-elle si facile d'accès ?

Bref, ce chapitre qui, selon d'autres prémisses et perspectives, aurait pu servir d'articulation générale à l'ensemble de l'ouvrage ne constitue qu'un ramassis de clichés et d'imageries empruntés à la sémantique d'auto-intoxication plutôt que des observations raisonnablement argumentées et étayées.

De quelle veine sont faits les cinq autres chapitres ? Nous n'en rendrons compte qu'en diagonale, compte tenu de leur « préoccupation commune », et n'essaierons que de signaler, à l'occasion, telle ou telle particularité ou nuance dans l'approche ou le contenu.

Michel Tatu, journaliste et soviétologue bien connu du quotidien parisien *Le Monde*, présente (chap. 2), en arrière-plan de ses observations, un rappel des politiques militaires et diplomatiques générales de l'Union soviétique depuis le milieu des années soixante. Ce rappel lui permet de tirer, entre autres conclusions, que, « en fait, sauf pour la collecte habituelle d'information, il n'y a pas d'autre explication à la pénétration navale soviétique dans les Caraïbes après 1969 » (p. 18). Puis, « ... Moscou n'essaie pour le moment ni de pénétrer les États-Unis ni de menacer leur sécurité directement », ou encore : « le principal objectif semble vraiment être l'Europe, concentration formidable de pouvoir industriel et de know-how installé à la porte de la puissance soviétique. » (p. 21) Conclusions biaisées d'un soviétologue européen ?

Quant au professeur Donald W. Mitchell (chap. 3), il croit devoir remonter au début du ...dix-neuvième siècle, à l'époque d'Alexandre I^{er} et de la Sainte-Alliance. Malgré tout, il en arrive à la conclusion que la présence navale soviétique dans les Caraï-

bes, i.e. à Cuba, « ...tend à neutraliser le pouvoir de riposte nucléaire américain » et que, « bien qu'elle ne soit pas en elle-même un signe de perte en supériorité navale américaine, elle indique certes un déclin relatif de position stratégique » (p. 37).

La contribution de Michael K. MccGwire (chap. 4), professeur à Dalhousie University, se détache de l'ensemble comme un essai bien charpenté et hautement technique. L'arrière-plan général des intérêts maritimes de l'Union soviétique débouche sur des considérations liées à ses options et intérêts caraïbéens. La carte de la page 48 montre le déploiement naval soviétique dans les Caraïbes en 1971-1972. Le lecteur intéressé pourra voir ensuite (pp. 49-56) de façon détaillée à quoi peut être utile une base caraïbéenne (déploiement de missiles, facilités tactiques, surveillance, etc.). Enfin, l'auteur reste persuadé que l'Union soviétique est surtout concernée par des opérations de sous-marins dans la région. « Elle ne provoquera pas, cependant, les États-Unis directement et veillera à écarter toute confrontation directe avec la U.S. Navy » (p. 57)

Enfin Curt Gasteyer (chapitre 5), autre européen et membre du Conseil de l'Institute for Strategic Studies, semble accorder, en termes militaires, une « faible crédibilité » à la présence navale soviétique dans les Caraïbes (p. 68). Il semble rejoindre en quelque sorte Mitchell dans son appréciation stratégique de cette présence. Mais il emboîte le pas à l'éditeur (chapitre I) en laissant entendre que celle-ci pourrait servir de stimulant aux forces révolutionnaires de la région (p. 67). Bref, autre simplisme de la guerre froide.

Que nous apprennent ces essais ? Que l'Union soviétique est « présente » dans la mer Caraïbe, notamment à Cienfuegos, Cuba, et cela depuis 1969 ? Soit. Mais n'y est-elle pas depuis au moins 1962 ? Quant à la menace directe qui pèserait sur les États-Unis, aucun des auteurs ne l'affirme pérem-

ptement : certains l'écartent même d'emblée (Tatu, Mitchell, MccGwire). Dans l'ensemble, ces essais ne font pas de révélations majeures ni ne constituent des études stratégiques poussées (MccGwire excepté). Elles auront peut-être servi à amplifier le vacarme alarmiste des faucons de la guerre froide.

Cary HECTOR

*Département de science politique,
UQAM*

TEMACHENSKI, P., *Les idées de Lénine et les relations internationales contemporaines*, Montréal, Librairie Nouvelles Frontières, 1974, 372p.

Épurer de l'œuvre de Lénine le conjoncturel ; n'en garder que les invariants, tel est le but que s'est assigné l'auteur. Ce dernier repère trois foyers d'analyse léniniste des relations internationales : politique, militaire, économique.

Continuité — Au départ le postulat idéologique du léninisme est réaffirmé : l'incompatibilité de deux systèmes sociaux opposés : capitalisme et socialisme. Le conflit capital-travail n'impulse plus le progrès social. La marche de l'histoire est propulsée par le perfectionnement des forces productives des pays socialistes. Les performances de l'industrie soviétique encadrent, fraient son chemin au processus révolutionnaire à travers le monde.

Discontinuité politique et militaire — Lénine affiche un volontarisme qui alterne et se combine tout à la fois avec un certain déterminisme. De cet arrimage se dégagent des aphorismes tels celui-ci : l'État révolutionnaire, pour faire la guerre au régime capitaliste, doit s'entendre avec les États de ce dernier. Pays capitalistes et socialistes auront intérêt, de par les bénéfiques commerciaux qu'ils en retirent, à se cantonner dans la compétition pacifique. On remarque cependant un dérapage de la pensée de